

# Les feux de forêt font toujours rage

Page 4

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4239 - Jeudi 3 août 2017 - Prix : 10 DA

Canicule

## Béjaïa étouffe

Page 3

Irrégularités d'approvisionnement en matières premières, vétusté des équipements....

## Les capacités de production des entreprises industrielles s'amenuisent

Page 3

### Spectaculaire retournement !

Par Mohamed Habili

**N**i la Syrie ni l'Irak n'en ont encore fini avec Daech et le terrorisme en général, mais on peut dire désormais que ces deux pays ont déjà remporté les victoires décisives sur lui. Celles qu'il leur reste à enregistrer ne seraient pas aussi coûteuses que les premières. Elles ne prendraient pas autant de temps non plus, ni dans les préparatifs ni dans l'exécution. En Syrie, le temps des batailles interminables, comme le fut tout particulièrement celle d'Alep, est dépassé. De ce genre, l'Irak n'en a pas connu, mais il est arrivé à son armée plus éprouvant, plus pénible encore : de devoir fuir devant des hordes sauvages, de leur abandonner des villes, des pays, des populations entières, offrant dans sa débandade des images d'épouvante d'un temps immémorial. L'Algérie aussi a été ravagée par le terrorisme, et cela pendant une décennie, au début de laquelle notamment bien des Etats étaient persuadés qu'elle ne s'en sortirait pas, mais à aucun moment elle n'a été obligée de lui céder des territoires. De sorte que ses forces armées n'ont pas eu ensuite à les lui reprendre. La différence tient à ce que la guerre en Irak contre le terrorisme était une guerre par procuration entre deux puissances régionales. Le plus dur étant fait tant en Irak qu'en Syrie, les opérations qu'il reste à mener pour tourner la page du terrorisme devraient se faire à un rythme autrement accéléré.

Suite en page 3

La tension monte d'un cran entre Moscou et Washington

# Le conflit Trump-Poutine s'aggrave



Un parfum de guerre froide flotte sur les relations entre la Russie et les Etats-Unis. En effet, entre Moscou et Washington rien ne va plus. Lire page 2

Arrestation de plusieurs individus

## Vols de compteurs d'eau et de câbles internet, une «activité» lucrative

Page 2

Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi

## Six pièces théâtrales pour le mois d'août

Page 13

La tension monte d'un cran entre Moscou et Washington

# Le conflit Trump-Poutine s'aggrave

■ Un parfum de guerre froide flotte sur les relations entre la Russie et les Etats-Unis. En effet, entre Moscou et Washington rien ne va plus.

Par Meriem Benchaouia

Après le vote du consulat américain de nouvelles sanctions contre la Russie, accusée d'ingérence dans l'élection présidentielle de 2016, la riposte de Vladimir Poutine ne s'est pas fait attendre. D'ici le 1<sup>er</sup> septembre, 755 personnes travaillant pour les Etats-Unis devront quitter le territoire russe. Cette mesure est considérée comme la plus agressive prise par Moscou contre Washington depuis la Guerre froide. Pourtant, à l'issue de l'élection de Trump, un vent favorable au nouveau dirigeant américain avait soufflé sur la Russie. Les autorités avouaient alors à demi-mot compter sur cet événement pour donner un nouveau souffle aux relations entre les deux pays. Après avoir enchaîné de multiples désillusions, Poutine semble aujourd'hui avoir définitivement enterré tout espoir d'établir des «relations nouvelles». Les relations entre les Etats-Unis et la Russie «peuvent encore se détériorer», a prévenu le secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, qui rencontrera cette semaine son homologue russe Sergueï Lavrov. Les liens avec Moscou «continuent d'être considérablement tendus», a-t-il dit devant la presse à Washington, lors d'un tour d'horizon de son action au département d'Etat après six mois de présidence de Donald Trump. «La situation est mauvaise», mais «elle peut encore s'aggraver». «Et c'est ce qui vient de se passer», a estimé Rex Tillerson.

«La question que posent les événements de cette dernière



semaine est la suivante : les relations sont-elles en train de se détériorer, ou pouvons-nous préserver une certaine stabilité dans nos relations et continuer de trouver des manières (...) de gérer nos différences sans qu'elles ne dégénèrent en conflits ouverts ?», s'est interrogé Rex Tillerson, sans apporter de réponse. «J'aurai un tête-à-tête ce week-end avec le ministre des Affaires étrangères Lavrov en marge des réunions de Manille avec ses homologues de l'Association des pays d'Asie du Sud-Est (Asean)», a annoncé le

secrétaire d'Etat américain. «Je pense qu'il souhaite autant que moi tenter de trouver comment réchauffer les liens», a-t-il dit. Rex Tillerson a rappelé que l'exécutif américain n'était pas favorable au vote de nouvelles sanctions par le Congrès. «Nous avons dit clairement que nous ne pensions pas que cela favoriserait nos efforts, mais c'est leur décision», et «je crois que le président l'accepte», a-t-il ajouté. Suite à l'escalade des tensions diplomatiques entre les deux pays, des diplomates américains ont quitté mardi la résidence

d'état de l'ambassade des Etats-Unis située dans le prestigieux district de Serebriani Bor à Moscou, suite à l'escalade des tensions diplomatiques entre Washington et Moscou, ont rapporté des médias. «Les deux derniers employés à quitter la propriété ont placé un cadenas sur les portes», a rapporté l'agence de presse RIA Novosti, citant son correspondant sur place.

Le président américain Donald Trump signera le projet de loi sur les sanctions contre la Russie cette semaine, a indiqué le vice-président américain Mike

Pence à Tbilissi, lors d'une conférence de presse avec le Premier ministre géorgien, Giorgi Kvirikachvili.

Le projet de loi sur ces sanctions, qui a été approuvé par le Sénat américain jeudi à 98 voix contre 2, vise la Russie pour son «intervention» en Ukraine et son ingérence présumée dans l'élection présidentielle américaine de 2016, accusation niée officiellement par le président russe Vladimir Poutine.

Commentant les récentes évolutions des relations entre Washington et Moscou, M. Pence a déclaré que le nouveau projet de loi sur les sanctions à l'égard de la Russie, que le président Trump signera cette semaine, est un message clair adressé à tous les alliés, signalant que les Etats-Unis font exactement ce qu'ils se sont engagés à faire.

M. B./Agences

## La Corée du Nord interdite aux Américains à partir du 1<sup>er</sup> septembre

L'ENTRÉE en Corée du Nord sera interdite aux citoyens américains à partir du 1<sup>er</sup> septembre, avec quelques exceptions pour des raisons humanitaires ou pour les médias, selon un document du département d'Etat publié hier au *Journal officiel*. Ces restrictions s'appliquent pendant un an et peuvent être renouvelées, selon la même source. Cette interdiction souffre quelques excep-

tions si elles sont «dans l'intérêt national», répondent à des critères humanitaires ou encore si le demandeur est un représentant de la Croix-Rouge. Environ 5 000 touristes occidentaux, dont un millier d'Américains, se rendent chaque année en Corée du Nord, selon les agences de voyages qui organisent ces visites.

R. I.

## Arrestation de plusieurs individus

# Vols de compteurs d'eau et de câbles internet, une «activité» lucrative

Après les câbles électriques et de télécommunications dérobés, la police se retrouve face à un nouveau phénomène : le vol de compteurs d'eau. Les services concernés par la lutte contre ce phénomène ont découvert plusieurs actes de vol d'eau au niveau de la capitale et procédé ainsi à l'arrestation des concernés. Les citoyens sont confrontés, ces temps-ci, à une situation récurrente qui prend de plus en plus d'ampleur, celui du vol de leur compteur. Une situation qui va crescendo à mesure que les nouvelles cités voient le jour un peu partout en Algérie. Pis, même les centres-villes ne

sont pas épargnés par ce nouveau phénomène qui survient après celui du vol des câbles électriques. Les voleurs qui semblent agir avec une facilité surprenante, ne reculent devant rien pour se remplir les poches et vider celles des clients de l'Algérienne des eaux (ADE). Ils affectionnent particulièrement les compteurs d'eau en raison du cuivre qu'ils contiennent et dont le prix est intéressant.

L'arrestation par les services de sécurité de plusieurs individus impliqués dans le vol des compteurs d'eau ne semble pas atténuer pour autant le phénomène. Depuis l'installation des

nouveaux compteurs, car les vieux usagés ne faisant plus recette en raison de la faible quantité de cuivre qu'ils contiennent, les voleurs se frottent les mains. Selon un communiqué de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger, quatre individus ont été arrêtés en flagrant délit de vol de compteurs d'eau au niveau des nouvelles cités de Ouled Fayet, par les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Ouled Fayet (wilaya d'Alger) relevant de la section de Chéraga. «A l'issue de vols répétitifs des compteurs d'eau au niveau des nouvelles cités de Ouled Fayet,

quatre individus dont un plombier ont été arrêtés au chantier de construction de 1500 logements dans ladite commune, en flagrant délit de vol d'autres compteurs qu'ils dissimulaient dans un appartement isolé dans le même chantier, en attendant de les transporter au marché de Oued Kniss», selon un communiqué du groupement territorial de la Gendarmerie nationale.

«22 compteurs d'eau, 10 robinets mélangeurs et 20 robinets ont été saisis, ainsi que les outils de plomberie utilisés dans ce méfait», a ajouté la même source.

«Lors de l'enquête préliminaire,

les individus impliqués dans cette affaire ont reconnu les faits qui leur sont reprochés», précise le document. Les mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes qui ont ordonné leur placement dans un établissement de rééducation. Il est à signaler que le vol de compteurs d'eau a instauré un climat de crainte chez les habitants des nouvelles villes. Ce phénomène est nouveau en Algérie après le vol des câbles électriques et téléphoniques ainsi que la fibre optique par des réseaux spécialisés.

Louiza Ait Ramdane



Irrégularités d'approvisionnement en matières premières, vétusté des équipements...

# Les capacités de production des entreprises industrielles s'amenuisent

■ En dépit d'une «bonne» santé de leur trésorerie et d'une certaine facilité à l'accès aux crédits bancaires, le rythme de production n'a pas suivi pour la majorité des entreprises sondées par l'Office national des statistiques (ONS), en ce sens où celles-ci affirment que moins 75% de leurs capacités de production ont été utilisées au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année en cours.

Par Lynda Naili

Dans une enquête menée par l'Office national des statistiques (ONS) auprès de 250 entreprises publiques et 264 entreprises privées dont les résultats ont été rendus publics hier, les chefs d'entreprises questionnés sur la santé financière de leur entité ont jugé «bon» l'état de leur trésorerie malgré l'impact des charges élevées et la rigidité des prix. En outre, plus de 42% des patrons des deux secteurs ont affirmé avoir eu «sans difficultés» eu recours à des crédits bancaires, du moins pour le plupart d'entre eux.

Ainsi, s'agissant de leurs activités de production, hormis les chefs d'entreprises relevant de la filière agroalimentaire, les autres secteurs ont été unanimes pour affirmer n'avoir pas atteint la totalité de leur taux de production. En effet, selon l'enquête de l'ONS, près de 88% des entreprises publiques et plus de 56% de celles du privé ont utilisé leurs capacités de production à moins de 75%. A cela, il semble bien que l'approvisionnement en matières premières en serait la cause, du moins la principale pour les sociétés activant dans la sidérurgie, mécanique, électrique et électronique (ISMEE) et des textiles. A ce propos, contrairement aux entreprises privées qui pour une grande partie d'entre elles affichent une satisfaction en matière d'approvisionnement en matières premières, les entreprises publiques



P.M.D.R.

interrogées sur ce point soutiennent que le niveau d'approvisionnement en matières premières a été inférieur à la demande exprimée pour plus de 15%. En conséquence, cette perturbation dans les approvisionnements en matières premières a causé, selon l'ONS, des ruptures de stocks de près de 56% des entreprises du secteur public et à 18% du secteur privé. Néanmoins, la demande pour les produits fabriqués a enregistré une hausse, essentiellement pour les ISMEE, l'agroalimentaire et l'industrie du bois, faisant que près de 63% des chefs d'entreprises du secteur public et près de 21% de ceux du privé, particulièrement ceux des ISMEE, des textiles et des bois, n'ont pas satisfait toutes les commandes reçues. D'autre part, en termes d'équipements,

en raison de la vétusté de près de 59% du potentiel de production équipements, près de 68% des chefs d'entreprises du secteur public et plus de 72% de ceux du privé ont procédé à des renouvellements de leurs équipements. En termes de maintenance, près de 34% des premiers et plus de 62% des seconds ont remis en marche leurs équipements après une panne, tandis que plus de la moitié des premiers et 56% des seconds ont déclaré pouvoir produire davantage en renouvelant leurs équipements et sans embauche supplémentaire du personnel. En outre, sur cette question de vétusté et de maintenance des équipements, il a été relevé que près de 59% du potentiel de production enquêté ont connu des pannes, engendrant des arrêts de travail allant

de 13 à 30 jours pour près de 85% du secteur public, et supérieur à 30 jours pour plus de 38% du privé. Sur le volet ressources humaines, plus de 78% des chefs d'entreprises ont jugé «suffisant» le niveau de qualification du personnel. Néanmoins, si le secteur privé affirme avoir fortement recruté, il n'en est pas de même pour le public. Une chose est sûre auprès des deux secteurs, près de 39% d'entre eux déclarent avoir trouvé des difficultés à recruter, notamment le personnel de maîtrise. Ainsi, en termes d'embauche, les chefs d'entreprises du secteur public, contrairement à ceux du secteur privé qui ont souligné une augmentation, notamment ceux des ISMEE et de l'agroalimentaire, ont fait part de la baisse de leurs effectifs. D'ailleurs, à ce sujet, près de la moitié des enquêtés du secteur public ont affirmé pouvoir produire davantage en embauchant du personnel supplémentaire. Sur un autre registre, si pour la majorité des chefs d'entreprises interrogés l'approvisionnement en eau a été «suffisant», il n'en est pas de même pour l'alimentation en énergie électrique. En effet, plus de 13% des enquêtés du secteur public et près de 44% de ceux du privé, particulièrement les entreprises des matériaux de construction et de la chimie, ont affirmé avoir connu des pannes d'électricité, causant des arrêts de travail allant jusqu'à 12 jours pour 71% des premiers, et à moins de 6 jours pour près de 93% des seconds. L. N.

Canicule

## Béjaïa étouffe

Des températures dépassant les 40°C voire 45°C sont enregistrées depuis plusieurs jours dans la wilaya de Béjaïa. Celle-ci dépasse par endroits, notamment dans la vallée de la Soummam, les 45°C. Cette situation est accentuée par les nombreux feux de forêt enregistrés depuis plusieurs jours aux quatre coins de la wilaya. Au moins 80 départs de feux de forêt ont été enregistrés par les services de la Protection civile dans le milieu végétal ces derniers 48 heures. Au moins 24 de ces incendies sont importants, précise un nouveau communiqué de la Protection civile hier. «Tous les feux ont été maîtrisés, sauf trois à l'heure actuelle», ajoute-t-on. «Nos équipes opèrent avec des renforts et pensent venir à bout des ces incendies dans les prochaines heures», souligne-t-on. Il s'agit des incendies déclarés dans les localités d'Izoughlamene, étendue sur

trois communes (El-Kseur, Adekar et Tifra), Tagouba, commune de Béni Ksila (Adekar) et Laâziv, dépendant de la commune de Toudja (El Kseur). Les opérations d'extinction sont en cours, assure-t-on. Ces feux sont très importants en termes de pertes sur le plan du couvert végétal. Les incendies sont actifs depuis plus de trois jours, soit le 31 juillet. En deux jours, ils ont détruit plus de 663 hectares de végétation, 27 hectares d'arbres fruitiers, 2 poulaillers et 13 caprins et ovins (sans compter les 3 feux en cours). Un nombre important de feux de forêt ont été circonscrits avant-hier (1<sup>er</sup> août), dont ceux des localités de Boumenour, Amaâden Ouada, larazen relevant de la commune d'Oued Ghir, Safsaf, dépendant de la municipalité de Tamridjt, Iferaoune, commune de Taskriout, daïra de Darguina, Mina Bouamrane et Ghezen, dépendant de la commune de

Barbacha, Tala Hamza, Tagouba, (Tichy). Aussi, «au moins 19 autres feux ont été maîtrisés durant la journée d'avant-hier», selon la Protection civile, notamment dans les communes de Béjaïa, Adekar, Tichy, Aokas, El-Kseur, Akbou, Ighram, Taskriout, Sidi-Aïch, Kherrata, Toudja, Tamridjt, Darguina, Tala Hamza et Oued Ghir. Une vingtaine d'incendies ont été circonscrits dans la journée du 31 août. Ils ont touché les nombreux massifs forestiers de la wilaya de Béjaïa dont ceux d'Akbou, Adekar, Akfadou, Kherrata, Béni Djellil, Aokas, Souk El Tennine, Timezrit, Draâ El-Kaïd, Ouzellaguen Melbou, Kaïd etc. Hier, les services des forêts ont fait état de la destruction de 1 740 ha de végétation, dont 166 ha d'arbres fruitiers parmi lesquels 95 ha d'oliviers depuis le début de l'été. Au moins 98 incendies ont été enregistrés depuis le début de l'été. Les pertes ne cessent d'aug-

menter tant les incendies sont toujours actifs. «Un feu s'est déclaré très tôt hivers 01h50 au PNG. Il a été vite maîtrisé par nos éléments, à la faveur de l'alerte immédiate parvenue à nos services», a souligné la Protection civile qui rappelle la mise en place, depuis le début du mois de juillet, d'un dispositif de lutte contre les feux de forêt et de récoltes au niveau de quelques massifs importants, tels que le PNG au niveau du Cap Carbon, et ce, pour parer à toute éventualité». Elle salue vivement l'aide précieuse de la colonne mobile, des citoyens et riverains des autorités locales avec leurs engagements continus, par la fourniture de camions-citernes d'eau et tous les autres partenaires, les forestiers et le mouvement associatif. Elle rappelle également qu'un renfort de trois colonnes mobiles de la Protection civile a été fourni dans le cadre de l'entraide entre

## LA QUESTION DU JOUR

## Spectaculaire retournement !

Suite de la page une

De fait, il ne se passe plus de semaine en Syrie sans que les groupes terroristes aient du terrain à céder quelque part dans le pays. Même la bataille de Raqqa présentée au début comme étant particulièrement ardue et durable est déjà à moitié gagnée par les Forces démocratiques syriennes à dominante kurde, il est vrai avec l'aide des Américains. A la frontière libanaise, pris en sandwich entre d'un côté Hezbollah, et de l'autre l'armée syrienne, le Front Nosra a dû s'avouer vaincu au bout de peu de jours de combat. Ses forces qui tenaient cette frontière n'ont d'autre choix maintenant que d'aller rejoindre les leurs dans cette espèce de dépotoir pour terroristes qu'est devenu Idlib. Elles y seront en sursis aussi longtemps que l'armée syrienne n'aura pas libéré Deir-Ezzour, le dernier bastion de Daech en Syrie. Depuis que les Américains ont abandonné à son sort dans l'ensemble de ses composantes l'opposition syrienne dite modérée, l'équation syrienne s'est beaucoup simplifiée. Pas étonnant par conséquent si elle tend désormais à se dénouer à vive allure. Spectaculaire retournement : le régime le plus en danger maintenant, ce n'est plus le régime syrien, mais le régime qatari, menacé de tomber non par suite d'une invasion, mais en conséquence de l'isolement qu'il est en train de subir dans son environnement immédiat ! On dirait en juste rétribution de ses actes. Comme s'il y avait bien une justice immanente et qu'il n'avait rien fait pour s'en prémunir. C'est le pays qui a le plus fait pour créer et entretenir le désordre dans la région qui se trouve maintenant le plus fragilisé, le plus exposé à quelque fatal incident. Or il est un autre pays de la région qui n'a pas moins fait que lui contre la Syrie et son régime, et pour favoriser la montée en puissance de Daech. C'est la Turquie, tout occupée pour l'heure à juger par fournées entières les coupables d'un putsch sans récit. Ce qu'on ne peut narrer a pu ne pas s'être produit, tout simplement. Cela, personne ne le dit encore sans détour, mais tout le monde y pense, en Turquie comme ailleurs. D'ici qu'on se mette à le dire à voix haute, il n'y a peut-être pas loin. Mais c'est qu'alors le régime Erdogan sera dans la même situation que son allié qatari.

M. H.

wilayas, avec l'accord de notre tutelle, afin de venir à bout de ces nombreux feux de forêt. Ils s'agit des renforts venus des wilayas de Sétif, Bordj Bou-Arréridj et Bouira.

Hocine Cherfa

Nouveaux dégâts matériels

# Les feux de forêt font toujours rage

■ De nouveaux incendies ont été à l'origine de nombreuses asphyxies et un jeune de 20 ans a trouvé la mort dans la wilaya de Bourmerdès. Depuis le début de l'été et en raison de la canicule enregistrée ces derniers jours, les feux de forêt ont causé des dégâts matériels considérables. Le phénomène s'avère plus dangereux que jamais.

Par Yacine Djadel

**B**ouira, Aïn Defla, Bordj Bou-Arreridj, El Tarf, Tlemcen, Boumerdès, aucune régions du pays n'a été épargnée par les feux de forêt durant ces dernières 48 heures. D'énormes dégâts ont encore été enregistrés par les services de la Protection civile des wilayas suscitées. Un incendie de forêt a endommagé, dans la nuit de lundi à mardi, une douzaine de maisons dans la commune montagnaise de Maâlla, située à l'ouest Bouira, causant des brû-



Ph.D. R.

## Constantine Réception en 2018 du raccordement de la RN3 à l'autoroute Est-Ouest

**LE PROJET** de réalisation d'une voie de raccordement de la route nationale (RN03) à l'autoroute Est-Ouest avance à un rythme «accélééré» et sera réceptionné «en 2018», a indiqué, hier, le directeur des Travaux publics (DTP), Rachid Ourabah. Ce projet, lancé en 2015 pour un coût de quatre milliards de dinars, sera réceptionné «dans le courant de l'année 2018», a affirmé le responsable, faisant part de l'importance de cette future route dans le renforcement du maillage routier de la wilaya. Cette voie de communication, qui s'étend sur un linéaire de plus de 9 kilomètres (7 km confiés en réalisation à la direction des travaux publics et le restant du tronçon à l'Agence nationale des autoroutes ANA), ouvrira des «perspectives de liaison» entre Constantine et les wilayas du littoral via les communes nord-est de la wilaya de Constantine, a-t-il expliqué. La réalisation de cette route de raccordement s'inscrit dans le cadre des dispositions prises par les pouvoirs publics visant la rentabilisation au maximum de l'autoroute Est-Ouest, a considéré le DTP, notant que d'importants moyens ont été mobilisés par les responsables concernés pour permettre la réception de ce tronçon dans les délais fixés. «La partie du chantier, dont les travaux sont assurés par la DTP, a été confiée à l'entreprise nationale Altro», a fait savoir M. Ourabah, précisant que cette future route permettra également d'ouvrir une nouvelle voie d'accès donnant sur le quartier Djebel El Ouahch, ce qui va contribuer, a-t-il assuré, à l'amélioration de la circulation sur cette partie de la ville. **Hani T.**

lures ainsi que des asphyxies à une trentaine de personnes, a-t-on constaté sur place. Même constat dans la wilaya de Bordj Bou-Arreridj, où plus de 20 hectares de couvert végétal sont partis en fumée durant les dernières 24 heures, ont affirmé les services de la Protection civile de la région. Ces derniers n'ont cessé de se déployer pour circonscrire un peu partout les feux signalés. Dans la région d'El Tarf, ce ne sont pas moins de 360 hectares de forêt qui sont partis en fumée en seulement 48 heures, a fait savoir la Protection civile de la wilaya. Pour venir à bout de ce grand brasier, il est à

noter que des moyens humains et matériels ont été renforcés pour la circonstance. Quatre véhicules, exploités dans la lutte contre les feux de forêt au niveau de la wilaya d'Annaba, ainsi qu'une quinzaine d'agents de la Protection civile relevant de la même wilaya, sont venus en renfort. Une action d'urgence effectuée dans le cadre des efforts visant à circonscrire les flammes en furie, favorisées par des vents et le relief accidenté. A ce propos, il est à spécifier que sur les 30 incendies enregistrés depuis lundi, à travers 25 localités montagneuses relevant de 14 communes frontalières, seuls

seize ont été éteints. C'est dire l'insuffisance des moyens de lutte au vu de l'ampleur de ces incendies. Pour l'ouest du pays, par contre, les trois débuts d'incendies signalés ont été maîtrisés, lundi, à Aïn Fezza, Beni Smail et Beni Snouss. Les éléments de la Protection civile ont été appuyés, toutefois, par les travailleurs des travaux publics, la Conservation des forêts, les communes et les dairas concernées, a souligné la direction de la Protection civile de Tlemcen. Une chance qui n'a pas été du côté de Boumerdès où un jeune homme d'une vingtaine d'années est décédé. La victime ten-

tait de maîtriser les flammes au niveau de la forêt de Legata, lorsqu'elle a été cernée, a expliqué la Protection civile de la région. En somme, il est clair que le désastre causé par les incendies à l'échelle nationale donne froid dans le dos et il est emps de tirer la sonnette d'alarme. Il s'avère que les moyens humains et matériels déployés par les autorités ne sont pas suffisants pour venir à bout de ces incendies qui ravagent des milliers d'hectares de culture. En pareille circonstance, un plan national d'urgence doit être décrété et mis en place pour mettre fin à ce drame. **Y. D.**

## Rapport du Sénat français :

### Le rôle de l'Algérie est «déterminant» pour la stabilité de la zone euro-méditerranéenne

**L**e rôle de l'Algérie est «déterminant» pour la stabilité de la zone euro-méditerranéenne, a affirmé un rapport d'information du Sénat français qui a estimé que la relance des relations de l'Union européenne avec l'Algérie est devenue une réalité. La relance des relations entre l'Union européenne et l'Algérie est devenue une réalité avec l'élaboration de nouvelles priorités de partenariat. La relation euro-méditerranéenne ne peut que sortir renforcée de la reprise effective du dialogue avec un pays dont le rôle est déterminant pour la stabilité de la zone, a indiqué le rapport rédigé au nom de la commission des Affaires européennes sur le volet méditerranéen de la politique de voisinage: le cas de l'Algérie, dont les membres ont décidé de le rendre public. La relance des relations entre l'Union européenne et l'Algérie est devenue une réalité avec l'élaboration de nouvelles priorités de partenariat, a-

t-il ajouté. Présenté par le sénateur (rapporteur), Simon Soutour (Parti socialiste), le document souligne que la révision de la politique européenne de voisinage, en décembre 2015, a contribué à conférer un deuxième souffle à la relation entre l'UE et l'Algérie, relevant le besoin d'approfondissement des liens entre les deux parties. En effet, l'Algérie avait souhaité, le 31 août 2015, une évaluation de l'Accord d'association le qualifiant de déséquilibré à son détriment. Les négociations menées, depuis, ont abouti à l'adoption de nouvelles priorités de partenariat, lors du 10<sup>e</sup> Conseil d'association qui s'est tenu à Bruxelles le 13 mars dernier. Lors de sa visite en Algérie, le mois dernier, le commissaire européen en charge de la Politique européenne de voisinage (PEV) et des négociations d'élargissement, Johannes Hahn, avait indiqué que l'UE continuera à soutenir l'Algérie dans ses efforts pour

diversifier son économie et améliorer le climat des affaires. Une vingtaine de projets d'une valeur de plus de 200 millions d'euros ont été identifiés par les deux parties pour soutenir la diversification de l'économie algérienne, dont certains ont déjà été réalisés, rappelle-t-on.

### Une réelle relance des relations UE-Algérie

Le rapport du Sénat français note que les autorités algériennes semblent également en demande d'un approfondissement de ces liens, précisant que l'Algérie veut valoriser, dans ces liens, sa position géostratégique et son apport à la politique énergétique de l'UE. Le rédacteur du rapport a estimé que la révision de la politique de voisinage a incontestablement facilité le rapprochement nécessaire en permettant de développer une approche plus pragmatique. Pour le rapporteur, qui n'écarte

pas une réelle relance des relations bilatérales entre l'UE et l'Algérie, le succès de la transition économique voulue par le gouvernement algérien, face à la chute des prix des hydrocarbures, tient principalement à cette capacité à s'ouvrir et à devenir attractif. Au sujet du dossier migratoire, le rapport fait observer que l'Algérie rejette tout traitement sécuritaire des migrations et préconise une action contre les causes profondes des départs, à mener dans les pays d'origine et en faveur du développement. Lors des débats, le rapporteur qui avait rencontré plusieurs responsables algériens, a indiqué que son sentiment a changé en se rendant en Algérie : «Je pense que l'image que l'on en a, vue d'ici, gagnerait à une approche plus modeste et moins donneuse de leçons», a-t-il dit, relevant la compétence des responsables qu'ils a rencontrés.

Amine F./APS



Le ministre britannique pour le Moyen-Orient et l'Afrique à Alger

# Ahmed Saci s'entretient avec Alistair Burt

■ Le ministre du Commerce, Ahmed Abdelhafid Saci, a reçu, mardi à Alger, le ministre britannique pour le Moyen-Orient et l'Afrique, M. Alistair Burt, avec lequel il a abordé les relations politiques et économiques qui unissent les deux pays sur différents plans, a indiqué un communiqué du ministère.

Par Salem K.

PH/D. R.



Lors de ses entretiens avec M. Alistair Burt, en visite en Algérie en compagnie du Lord Richard Risby, envoyé spécial de la Première ministre britannique pour le partenariat avec l'Algérie, M. Saci a estimé que les relations économiques qui lient les deux pays sont «très importantes», la Grande-Bretagne étant le 10<sup>e</sup> partenaire économique de l'Algérie, son 9<sup>e</sup> client à

l'échelle internationale et occupant la 12<sup>e</sup> place à l'échelle mondiale en matière d'approvisionnement du marché algérien, précise le communiqué. Le ministre a appelé M. Burt à mettre en place les mécanismes nécessaires, à travers la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), pour asseoir «une plate-forme solide» supervisée par des spécialistes

en prévision des prochaines rencontres bilatérales. M. Saci a rappelé les enjeux du commerce extérieur et les démarches «importantes» de l'Algérie pour la protection de l'économie nationale dans différents domaines, évoquant le système des licences d'importation en tant que modèle et qui demeure «une mesure conjoncturelle sans impact sur les accords internatio-

naux de l'Algérie avec ses partenaires». M. Burt a précisé, de son côté, qu'il s'agissait de sa 5<sup>e</sup> visite en Algérie depuis 2010, saluant la politique du gouvernement britannique après sa sortie de l'Union européenne et sa volonté d'«élargir et de développer son partenariat avec les pays qui entretiennent avec la GB d'importants partenariats économiques, à l'instar de

l'Algérie, pour l'ouverture d'autres créneaux d'investissement, d'autant que l'Algérie demeure la porte sûre pour les marchés africains», ajoute la même source. Le ministre britannique s'est dit confiant quant au programme du gouvernement algérien dirigé par M. Tebboune et de sa nouvelle stratégie inspirée du Programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Les deux parties ont convenu de poursuivre la coopération et la concertation pour la concrétisation de la volonté politique des deux pays.

S. K./APS

## Marchés boursiers Wall Street, portée par les résultats, emmène le Dow Jones à un record

**SOUTENUE** par des résultats d'entreprises de bonne tenue, la Bourse de New York a terminé dans le vert, le Dow Jones (+0,33%) frôlant le seuil des 22 000 points et le Nasdaq gagnant 0,23%. Selon les résultats définitifs, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average a progressé à 21 963,92 points et le Nasdaq, à forte coloration technologique, à 6 362,94 points. L'indice élargi S&P 500 a pris 0,24% à 2 476,35 points.

«C'est la poursuite de la dynamique haussière observée depuis plusieurs semaines», selon Karl Haeling de LBWW. La principale raison se trouve, selon lui, dans «les bons résultats d'entreprises» au deuxième trimestre avec, en particulier, une nette croissance des ventes. D'après le cabinet FactSet, plus de la moitié des sociétés du S&P 500 avaient dévoilé leurs résultats vendredi et 73% d'entre elles avaient dépassé les prévisions en termes de chiffres d'affaires, contre 56% en moyenne sur les quatre derniers trimestres. Les chiffres d'Apple, qui devait dévoiler ses comptes trimestriels après la clôture, étaient particulièrement attendus. Le marché a plus largement profité d'un faisceau d'éléments porteurs selon Patrick O'Hare de Briefing, à commencer par le fait qu'il s'agisse du premier jour du mois, «ce qui amène souvent de nouveaux flux de capitaux». La nette accélération de l'activité manufacturière en Chine en juillet et la hausse de 0,6% de la croissance au deuxième trimestre en zone euro ont aussi alimenté la montée des indices. Du côté des indicateurs américains, les revenus des ménages aux Etats-Unis ont stagné en juin tandis que les dépenses ont à peine augmenté, selon le département du Commerce.

R. E.

## Société algérienne de fabrication Safav-MB

### Un taux de montage de 100% des véhicules «Class G»

La Société algérienne de fabrication de véhicules Mercedes Benz (Safav-MB) relevant du ministère de la Défense nationale (MDN), implantée à Ain Boucheikif (Tiaret), applique un montage à cent pour cent depuis avril dernier des véhicules «Class G», a-t-on appris à Tiaret de son directeur de la production. Le taux de montage de véhicules 4x4 «Class G» a atteint 100% dans cette société depuis la mise en service de 21 stations de production en avril dernier, a indiqué Zine Elabidine Mostéfaoui, en marge de la cérémonie de signature du protocole de livraison de plus de 400 véhicules produits dans cette usine. Le même taux est attendu

en fin d'année courante pour les véhicules «Sprinter» avec la mise en service de dix stations de production. M. Mostéfaoui a signalé l'approche de la fin de la deuxième phase de montage de véhicules, rappelant que la première phase portait sur un montage à hauteur de 30% pour les deux types de véhicules. La troisième phase est consacrée à la tôlerie et peinture et la quatrième, en 2012, au montage par soudure, a-t-il indiqué. La stratégie générale de Safav-MB est concentrée sur deux types d'intégration dont l'intégration stratégique comprenant les pièces essentielles fabriquées localement dans le cadre du partenariat avec de grandes socié-

tés qui assurent le transfert de technologie avec l'autorisation du groupe de construction automobile «Daimler». Ce genre d'intégration sera entamé fin 2019 avec la coopération de la Société algérienne de fabrication de moteurs de marques allemandes (SAFM-MA) et progressivement avec les branches de la Société nationale de véhicules industriels (Snvi), partenaire de Safav-MB, a-t-on souligné. L'intégration concernant les pièces et d'accessoires verra la signature d'accords de partenariat avec de petites et moyennes entreprises (PME), a indiqué M. Mostéfaoui.

Safia T./Agences

## Caarama Assurance

### Hausse du bénéfice en 2016

La société Caarama Assurance (filiale de la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance, Caar) a dégagé un bénéfice net de 102,5 millions de DA, en hausse de 33% comparé à 2015, a-t-elle indiqué dans un communiqué. Quant au chiffre d'affaires réalisé, il a été de 2,069 milliards de dinars, en progression de 16% par rapport à l'année 2015. La hausse du chiffre d'affaires résulte principalement de la performance de son réseau direct

et de celui de la société-mère Caar qui compte 90 agences, et à l'élargissement de 24% du réseau de la bancassurance qui a été porté à 92 agences, explique-t-elle. Quant aux placements financiers opérés par cette filiale, ils ont atteint les 4,7 milliards de dinars, soit près de la moitié de l'ensemble des placements de toutes les compagnies d'assurance de personnes réunies, selon la même source. La marge de solvabilité de la compagnie a égale-

ment été renforcée en atteignant 1,5 milliard de dinars, dépassant de 194% la marge réglementaire exigée. Les performances de l'année 2016 ont aussi concerné le volet prestations et sinistres réglés qui se sont élevés à 809,5 millions de dinars pour plus de 2 400 dossiers, une évolution de 13% par rapport à 2015. Pour rappel, Caarama assurance est une compagnie d'assurance de personnes.

M. Y.

## Prix

### Le Brent à plus de 51 dollars à Londres

Les prix du pétrole se stabilisaient hier en cours d'échanges européens, après avoir nettement reculé la veille avec la hausse des réserves américaines, selon les premières données hebdomadaires disponibles. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 51,74 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de quatre cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange

(Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de septembre céda 14 cents à 49,02 dollars. Le pétrole, qui avait atteint son plus haut niveau depuis plus de deux mois mardi, a fortement reculé après la publication hebdomadaire des données de l'American Petroleum Institute (API), fédération privée. «L'API a fait état d'une hausse de 1,8 million de barils des réserves américaines de brut, due à une forte hausse des importations, ce qui implique que l'offre mondiale est

toujours aussi abondante», se sont inquiétés les analystes de Commerzbank. Les marchés attendaient désormais les données du Département américain de l'Energie (DoE), dont les chiffres sont jugés plus fiables que ceux de l'API. Les réserves de brut pourraient avoir reculé de 3,3 millions de barils, celles d'essence de 1,2 million de barils, et celles de produits distillés de 950 000 barils, selon la médiane d'estimations d'analystes compilées par l'agence Bloomberg.

APS

## Khenchela

# Récolte de 50% de la superficie céréalière pour cause de sécheresse

■ Seuls 50% de la superficie céréalière cultivée ont été récoltés dans la wilaya de Khenchela, au titre de la campagne agricole 2016-2017, en raison de la sécheresse qui a sévi dans plusieurs régions de la wilaya, a indiqué le directeur des services agricoles.

Par Lydia O.

Les précipitations n'ont pas été au rendez-vous et la wilaya de Khenchela n'a enregistré que 50% du volume pluviométrique attendu (150 mm), a précisé Mustapha Benaoui, soulignant que la majorité des terres réservées aux céréales a été transformée en zone pastorale. Le même responsable a détaillé que sur les 90 000 ha emblavés de la région Nord de la wilaya de Khenchela, seulement 24 000 ha ont été récoltés alors que les 30 000 ha emblavés dans la région Sud de cette wilaya et dont l'agriculture repose sur l'irrigation ont été entièrement récoltés, donnant lieu à la réalisation d'une production de l'ordre de 560 000 quintaux. M. Benaoui a toutefois estimé que l'utilisation des techniques traditionnelles de l'irrigation par submersion a influé sur le rendement de la filière des céréales dans cette région où il a été enregistré 20

quintaux par hectare. S'agissant des solutions prises par les services agricoles de la wilaya dans le cadre de l'augmentation du rendement de cette production, M. Benaoui a affirmé que des efforts visant à encourager et à orienter les agriculteurs pour l'utilisation des techniques modernes d'irrigation sont consentis par l'Etat à travers l'organisation de campagnes de vulgarisation en plus de l'exécution des programmes de soutien financier aux agriculteurs pour l'acquisition des moyens d'irrigation modernes. Une rencontre regroupant des partenaires de ce secteur dont des agriculteurs, des représentants d'instituts techniques visant à effectuer un examen approfondi de cette filière et à proposer des solutions adéquates pour l'amélioration de la qualité du travail des fellahs ainsi que l'étude des mécanismes de leur exécution sur terrain est prévue pour la fin du mois de septembre prochain, a rappelé le DSA.



L'alimentation en eau potable (AEP) sera renforcée dans les centres de 4 communes de la wilaya de Khenchela, à partir du barrage Babar durant le mois d'août en cours, a indiqué le directeur des ressources en eau (DRE), Mohamed Boudjeltia.

## Renforcement en août de l'alimentation en AEP dans 4 communes

«L'opération sera effective dès le parachèvement des essais techniques relatifs à ce transfert», a précisé le DRE, détaillant que dans une première étape les communes de Tamza, Chechar, de Babar et Khirane, en plus des

zones limitrophes à ces localités, bénéficieront d'un apport supplémentaire en AEP. Il est également prévu le raccordement «avant la fin de l'année en cours» des communes d'El Ouedja, El Mehmel et Ouled Rechache au barrage Babar, a ajouté le même responsable. Mobilisant un montant de 3,8 milliards de dinars, ce projet de transferts des eaux dont les essais techniques sont en cours porte sur la réalisation d'un réseau de conduites long de 130 km, une station de traitement des eaux, cinq stations de pompage et deux réservoirs d'une capacité de 7 000 m<sup>3</sup> pour chacun, selon la même source. Ce projet vise le soutien de l'ap-

visionnement en AEP d'environ 120 000 habitants de ces communes marquées certaines par une fluctuation dans la distribution en AEP et d'autres par un déficit flagrant en matière de cette source vitale, a-t-on fait savoir, notant que la quantité d'eau destinée à cette population sera doublée à la faveur de la concrétisation de ce projet de transfert des eaux. Le barrage de Babar, d'une capacité de 38 millions m<sup>3</sup>, a atteint un niveau de stockage de l'ordre de 35 millions m<sup>3</sup>, a-t-on signalé de même source.

L. O./APS

## Constantine

## 8,6 tonnes de boissons et d'eau minérale saisies

Les brigades de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes de Constantine ont procédé, entre les mois de janvier et juillet 2017, à la saisie de 8,6 tonnes de boissons gazeuses, jus et eau minérale «exposées dans de mauvaises conditions», a-t-on appris auprès de la direction du commerce. Ces saisies, d'un montant global évalué à 57 399 DA, ont été opérées dans le cadre de la lutte contre le phénomène d'exposition des produits alimentaires en dehors des locaux commerciaux, a affirmé à l'APS Abdelghani Bounaâs, chef de service de protection du consommateur et de la répression des fraudes. Sur un total de 269 interventions

effectuées durant les sept premiers mois de l'année en cours, les brigades concernées ont relevé 25 infractions se traduisant par autant de procès-verbaux (PV), assortis de poursuites judiciaires, a précisé ce même responsable. M. Bounaâs a fait remarquer, à ce propos, que les infractions enregistrées, liées à la salubrité des produits, ont été signalées au niveau de commerces d'alimentation générale, superettes et fast-foods, ainsi que d'autres commerces proposant des boissons à la vente exposées dans de mauvaises conditions, comportant des risques sur la santé des consommateurs. Les services concernés ont également effectué au

cours du premier semestre de l'année en cours, 23 prélèvements sur les boissons gazeuses, l'eau minérale et les jus, dont 19 au niveau des unités de production de la wilaya de Constantine pour les soumettre à des analyses physico-chimiques et microbiologiques, a-t-on encore précisé. Par ailleurs, les services concernés ont réalisé, au cours de l'année dernière, 46 prélèvements au niveau des unités de production de boissons gazeuses, dont 16 ont subi des analyses microbiologiques qui ont mis en évidence la présence de moisissures dans 4 prélèvements, a-t-on noté.

Hatem D./Agences

## El Tarf

## 360 hectares de forêt ravagés par les feux en 48 heures

Trois cent soixante hectares de forêt, dont 160 localisés au niveau d'Assassa, une zone forestière relevant de la commune frontalière de Zitouna dans la wilaya d'El Tarf, ont été ravagés par les incendies enregistrés durant les dernières quarante huit heures, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Selon un bilan préliminaire, les flammes ont dévasté, depuis dimanche dernier, les monts et maquis de la plupart des communes frontalières de cette wilaya, à l'image de Bogous, Zitouna, Hamam Beni Salah, El

Kala, Bouhadjar, Ramel Essouk et El Ayoun. L'extinction des feux a nécessité la mobilisation de plus de 900 agents de la Protection civile qui se déploient nuit et jour aux côtés des éléments de la Conservation locale des forêts pour venir à bout des flammes qui persistent, favorisés en cela par la vague de canicule qui sévit depuis le week-end dernier. Quatre véhicules, exploités dans la lutte contre les feux de forêt au niveau de la wilaya d'Annaba, ainsi qu'une quinzaine d'agents de la Protection civile relevant de cette wilaya sont

venus en renfort dans le cadre des efforts visant à circonscrire les flammes en furie, favorisées par des vents et le relief accidenté et difficilement accessible, a ajouté la même source. Sur les 30 incendies enregistrés depuis lundi, à travers 25 localités montagneuses relevant de 14 communes frontalières, seize ont été éteints, a-t-on précisé, signalant que d'importants moyens humains et matériels appartenant à la colonne mobile ainsi qu'aux trois unités d'intervention de Ben M'hidi, Berrihane et Besbes ont été réquisitionnés

dans le cadre des interventions destinées à circonscrire les feux de forêt et à protéger les riverains. Aucune perte en vie humaine ou animale n'est à déplorer, a-t-on ajouté, rappelant que la wilaya d'El Tarf qui couvre une surface de 289 175 hectares dont 179 031 hectares de superficie forestière, représentant un taux de recouvrement de 62%, a enregistré, depuis l'entame de l'été 2017, la déperdition de plus de 500 hectares de forêt.

R. R.

## Oran La Protection civile se dote d'un caisson hyperbare

LA PROTECTION civile d'Oran s'est dotée d'un caisson hyperbare, équipement important destiné au traitement des pathologies en relation avec les défaillances respiratoires, a-t-on appris des services de ce corps de secours. Cette acquisition est la 2<sup>e</sup> du genre à l'échelle nationale après celle de l'Unité nationale de la Protection civile de Dar El-Beida (Alger), a-t-on indiqué de même source. Le caisson hyperbare de la PC d'Oran a été installé au niveau du Centre de médecine hyperbare implanté au sein de l'Unité secondaire de la PC d'Aïn El-Beida, dans la daïra d'Es-Sénia, a-t-on signalé. Contacté par l'APS, le responsable de ce centre hyperbare, le commandant D Mohamed Daoudaji, a expliqué que «le caisson a pour vocation de traiter les pathologies en relation avec les défaillances respiratoires». L'équipement, a-t-il précisé, fait intervenir des niveaux adéquats de pression et d'oxygène, et ce, à l'effet de traiter des pathologies d'urgence (accidents de plongée, intoxication au monoxyde de carbone...) et chroniques (vertiges, pied diabétique...).

APS



Sahara occidental / Torture des prisonniers de Gdeim Izik

## Ibahri rappelle au Maroc son obligation d'enquêter

■ L'association internationale des avocats Ibahri (International Bar Association's Human Rights Institute), basée à Londres, a rappelé au Maroc son «obligation» d'enquêter à propos des «allégations de torture» de prisonniers politiques sahraouis du groupe de Gdeim Izik.

Par Amel D.

Dans un article signé par son vice-président, Hans Corell, diffusé sur son site officiel, Ibahri a souligné que des militants sahraouis emprisonnés

Tunisie

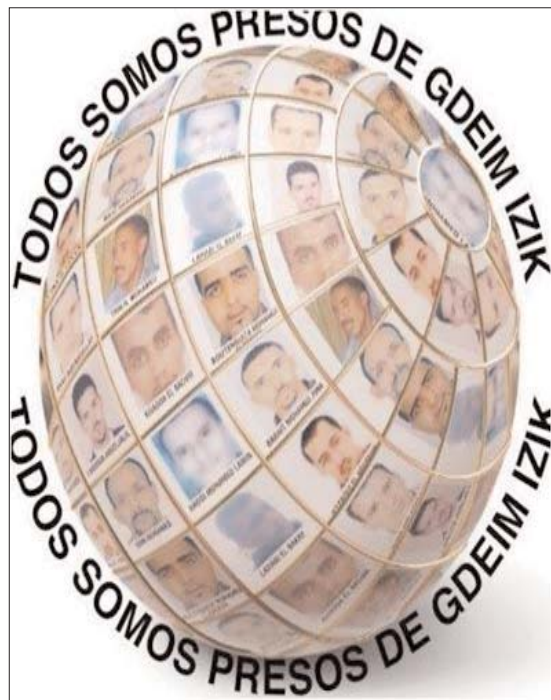
### Le Conseil des ministres adopte deux outils pour la protection des enfants

LE CONSEIL des ministres a adopté deux outils importants pour la protection de l'enfance, a avancé la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, Naziha Labidi, à la radio Jawhara Fm. «Nous avons adopté la convention de Lanzarote, qui fait de la Tunisie le premier pays en dehors des pays européens à adopter cette convention pour la protection des enfants contre le viol», a-t-elle débuté. La convention de Lanzarote impose la criminalisation de tous les types d'infractions à caractère sexuel perpétrées contre des enfants. Le Comité des parties à la convention veille à travers la remise de rapports nationaux mais aussi d'autres sources, si les États parties ont tenu ou non leurs engagements. «Nous avons également adopté en Conseil des ministres le protocole n°3 de la Convention internationale des droits de l'Enfant», a ajouté Naziha Labidi. Le protocole n°3 de la Convention internationale des droits de l'Enfant permet à tout enfant de pouvoir déposer une communication individuelle devant le Comité des droits de l'enfant. Ainsi, si un enfant estime qu'un de ses droits fondamentaux a été violé, il pourra – sous certaines conditions – porter plainte devant le Comité des droits de l'enfant. Affirmant que les viols et les abus sexuels touchent autant les garçons que les filles, la ministre affirme qu'en Tunisie, il y a «200 viols d'enfants chaque année, et cela rien que pour ceux qui sont déclarés», s'alarme-t-elle avant de nuancer : «Sur 165 pays, la Tunisie est classée 9<sup>e</sup> en matière de protection de l'enfant, les premiers en Afrique et dans le monde arabe».

R. M.

au Maroc affirment que les éléments de preuve présentés au procès ont «ostensiblement été obtenus par la torture». L'association rappelle au Maroc «son engagement international à enquêter concernant certains incidents suspects au cours desquels des personnes déclarent avoir été soumises à des souffrances importantes pour les obliger à avouer et/ou à impliquer d'autres personnes dans certaines activités illégales». Le suédois Hans Corell, également ancien sous-secrétaire général aux Affaires juridiques et conseiller juridique des Nations unies, a estimé que le Maroc qui a ratifié en 1993 la Convention de l'ONU contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, est «dans l'obligation d'enquêter sur les allégations de torture». Il rappelle aux «autorités marocaines leur obligation de veiller à ce qu'une enquête impartiale soit menée immédiatement chaque fois qu'il existe des motifs raisonnables de penser qu'un acte de torture a été commis dans leur pays». L'ancien ambassadeur et sous-secrétaire aux affaires juridiques et consulaires au ministère suédois des

Affaires étrangères affirme que «ce cas très inquiétant des militants sahraouis, dont certains sont menacés d'emprisonnement à vie après un procès pourtant entaché d'irrégularités procédurales, constitue indéniablement une situation qui exige que soit réalisée une telle enquête». «En sa qualité d'Etat signataire de la Convention, le Maroc est tenu d'enquêter à ce sujet, même en l'absence de plainte de la part des victimes», a-t-il encore soutenu. L'avocat a en outre précisé que la Convention sus-citée, stipule que tout élément de preuve obtenu sous la torture est irrecevable devant les tribunaux. «Il est clair que dans le cas de ces accusés, le Maroc a manqué à ses obligations», a-t-il ajouté. Pour rappel, les militants sahraouis du groupe Gdeim Izik avaient été jugés par un tribunal militaire en 2013 et condamnés à de lourdes peines suite aux protestations pacifiques de Sahraouis contre les tentatives des forces d'occupation marocaines de démanteler le camp Gdeim Izik au Sahara occidental en 2010. Rejugés en 2017 par un tribunal civil, les lourdes condamnations ont été maintenues en juillet sans aucune



PH: DR

enquête sur les allégations de torture, comme relevé par plusieurs associations internationales de droits de l'Homme, dont Amnesty International et Human Right Watch. M. Corell a affirmé que le recours à la torture n'est jamais justifiable. «Faute de traiter rapidement et avec toute l'attention qu'elles méritent ces allégations de torture, les autorités

marocaines légitimement dans les faits la violation d'un droit considéré de longue date comme non dérogeable», a-t-il conclu. Fondée en 1947, Ibahri est la première organisation mondiale regroupant des hommes de loi, ainsi que des ordres et associations d'avocats internationaux de tous les continents.

A. D./APS

Libye/ Migrants

### L'Italie déploie une flotte militaire

Rome cherche ainsi à lutter contre les trafiquants et réduire en amont les départs de migrants. Plusieurs ONG refusent de signer le code de conduite proposé par le gouvernement Gentiloni.

Pour faire face à la pression migratoire, l'Italie avait le choix entre soutenir les missions humanitaires ou lancer une initiative militaire. Sur fond de polémique lancinante avec les ONG, le gouvernement de Paolo Gentiloni a privilégié la seconde.

Ses contours ont été adoptés en conseil des ministres et sont exposés mardi et mercredi aux parlementaires. D'après les indications de la presse italienne, la Marina Militare enverra un navire amiral et au moins 5 bâtiments légers pour patrouiller dans les eaux libyennes avec la mobilisation d'hélicoptères, de drones et jusqu'à 1 000 militaires. «Nous n'imaginons pas envoyer l'Invincible Armada, a précisé le président du conseil, mais une mission de support aux autorités libyennes pour le contrôle de leurs frontières maritimes. Et ainsi, si possible, réduire les flux migratoires organisés par les trafiquants d'êtres humains».

#### Qui est à l'origine de cette décision ?

Il s'agit officiellement d'une réponse à la

sollicitation par lettre du Gouvernement d'union nationale (GNA) conduit par Fayeze al-Sarraj. Ce dernier a pourtant démenti avoir adressé cette demande qui «viole la souveraineté de son pays» avant de confirmer la possibilité d'un appui logistique et technique italien aux gardes-côtes libyens.

Une imprécision et un cafouillage qui n'étonnent pas Germano Dottori, géopoliticien à l'Univeristé Luiss Guido Carli à Rome. «On ne sait pas qui est véritablement derrière cette requête. Sont-ce les Libyens ou le président Macron qui veut accélérer la stabilisation de l'Afrique du Nord et des flux migratoires ? Que feront en outre les navires italiens face à des embarcations de migrants en difficulté ? Ils devront évidemment les sauver et au lieu de freiner les arrivées, ils seront à leur tour accusés de les favoriser. Sans la réunion en France entre Khalifa Haftar et Fayeze al-Sarraj et la requête de ce dernier, l'Italie se serait bien passée de cette mission».

#### Le plan d'action reste flou

Si ses intentions sont connues dans les grandes lignes, son plan d'action dans le détail reste flou. Le gouvernement, aux marges de manœuvres déjà restreintes à moins d'un an des élections législatives, ne dispose que d'une majorité étroite. Il vient par

ailleurs d'essuyer le refus de cinq ONG opérant en Méditerranée de signer le code de conduite en 12 points qu'il leur avait proposé.

Parmi elles la plus importante, Médecins sans frontières. MSF conteste notamment l'obligation de transporter elles-mêmes à terre les migrants secourus, plutôt que de transférer les rescapés sur d'autres navires. «La vie et la mort en mer sont une question de minutes», a écrit le directeur de MSF en Italie au ministre de l'Intérieur, Marco Minniti. «Le code de conduite fait courir des risques à cette fragile équation de collaboration entre les différents bateaux», ajoute-t-il. Autre point sensible, la présence de policiers armés à bord qui enfreint les «principes humanitaires de neutralité auxquels nous adhérons», expliquent plusieurs ONG. Seulement trois d'entre elles, Save the children, la maltaise Moas et l'espagnole Proactiva Open Arms ont annoncé leur adhésion au code de conduite. Rome, après avoir menacé de fermer ses ports aux non signataires affirme maintenant qu'ils seront autorisés mais subiront des contrôles accrus. Une intimidation qui n'empêchera pas leurs flottes de poursuivre des opérations de sauvetage en Méditerranée. Elle a ramené à terre plus d'un tiers des migrants cette année contre seulement 1% en 2014.

O. T./Les Echos.fr

## Industrie automobile

### Inauguration à Sidi Khettab de l'usine de montage de véhicules «Volkswagen»



développement pour le Groupe Volkswagen. Grâce à notre nouvelle usine en Algérie, nous développons avec notre partenaire (local) Sovac la présence des marques du groupe en Afrique du Nord. Nous apportons des technologies de pointe en Afrique, notamment avec la Golf de Volkswagen», a déclaré le patron de la marque Volkswagen, Herbert Diess. L'ouverture de l'usine Volkswagen

intervient alors que le ministre de l'Industrie algérien, Mahdjoub Bedda, s'est dit mécontent face à un faible taux d'intégration, soit de pièces fabriquées sur place, assimilant les projets de montage de voitures à une forme d'«importations déguisées».

teur allemand de véhicules Volkswagen. Créée dans la zone industrielle de Sidi Khettab, cette usine d'une superficie dépassant les 150 ha, s'est vu consacrer un investissement financier de plus de 20 milliards de DA (170 millions d'euros), selon la direction locale de l'Industrie et des Mines. La capacité de production de l'usine est de 12 000 unités au cours de la première

année de production. Elle sera augmentée pour atteindre les 100 000 voitures annuellement après cinq ans. Les véhicules montés sont des voitures touristiques et utilitaires de marques Volkswagen, Skoda et Seat. Le taux d'intégration sera de 15% dans cette unité, pour passer à 40% après cinq ans de son entrée en service, a-t-on indiqué.

— Le Japon veut investir dans le montage automobile en Algérie —

### Mitsubishi, Suzuki, Toyota et Nissan veulent leur part du marché



L'ambassadeur du Japon, Masaya Fujiwara, a exprimé la volonté des constructeurs automobiles de son pays à venir investir en Algérie, à l'issue d'un entretien avec le ministre de l'Industrie et des Mines. Selon le diplomate, «des entreprises japonaises de l'automobile comme Mitsubishi, Suzuki, Toyota et Nissan veulent investir dans le marché algérien afin de contribuer à la dynamique de l'industrie automobile notamment dans la sous-traitance automobile». De son côté, le ministre de l'Industrie, Bedda Mahdjoub, s'est dit «ouvert» à toute proposition et négociation après la finalisation du nouveau cahier des charges régissant cette activité. M. Bedda a mis en exergue l'im-

portance qu'accorde l'Algérie au développement de son partenariat économique avec le Japon qui possède un important tissu industriel constitué principalement de petites et moyennes entreprises (PME). «Les secteurs automobile et électronique constituent deux axes prioritaires pour hisser des partenariats bénéfiques pour les deux pays dans la première phase», a souligné M. Bedda qui a affiché la volonté de l'Algérie à tirer profit de l'expérience et du savoir-faire japonais dans ces domaines. Dans ce cadre, le ministre a invité les entreprises japonaises à s'installer en Algérie, un pays qui constitue, pour les entreprises nippones, une porte vers l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe.

#### Page animée par Ali Zidane

Le ministre du Commerce, Ahmed Saci, a procédé, jeudi, à la zone industrielle de Sidi Khettab, dans la wilaya de Relizane, à l'inauguration de l'usine de montage de véhicules de marque allemande Volkswagen, en compagnie du directeur général du groupe, Herbert Diess. Dans son allocution, le ministre a précisé que le

soutien de l'Etat à l'industrie mécanique vise à passer de la phase du montage des véhicules à celle de la production. Le ministre du Commerce a ajouté : «Nous sommes convaincus que les objectifs fixés se concrétiseront progressivement mais les groupes Sovac et Volkswagen doivent faire leurs ces étapes pour atteindre la phase de la construction et non celle du montage». «Le continent africain offre de grandes opportunités de

intervient alors que le ministre de l'Industrie algérien, Mahdjoub Bedda, s'est dit mécontent face à un faible taux d'intégration, soit de pièces fabriquées sur place, assimilant les projets de montage de voitures à une forme d'«importations déguisées».

Cette usine a été réalisée dans le cadre du partenariat algéro-allemand, à la faveur d'un protocole d'accord signé en novembre dernier entre le groupe algérien Sovac et le construc-

#### Sovac production

### Les VW Polo et Skoda Fabia assemblées en 2018

L'usine Sovac Production SPA, dont l'inauguration a eu lieu à Relizane, assemblera la Volkswagen Polo et la Skoda Fabia au courant de l'année 2018, lit-on sur le site spécialisé autoalgerie.com. La gamme issue de l'usine Sovac Production SPA, co-entreprise entre le Groupe Volkswagen et son partenaire algérien Sovac SPA, assemblera à partir de l'année prochaine deux autres modèles,



annonce le géant allemand.

En effet, après les Volkswagen Golf et Caddy, la Seat Ibiza et la Skoda Octavia, ça sera le tour de la Volkswagen Polo et de la Skoda Fabia de faire partie de la gamme assemblée au sein de cette usine.

Notons également que la nouvelle Seat Ibiza fera son apparition au début de l'année prochaine.

#### PSA- Peugeot - Citroën

### Opel et Vauxhall rejoint le Groupe

Le Groupe PSA annonce aujourd'hui la finalisation (closing) du rachat des filiales Opel et Vauxhall de GM, dont le projet avait été signé le 6 mars dernier. Avec Opel et Vauxhall, le Groupe PSA devient le deuxième constructeur automobile européen, et représente une part de marché de 17% au premier semestre. Fort de cette opération et avec désormais 5 marques automobiles complémentaires et bien positionnées, le Groupe PSA renforcera sa présence dans les principaux marchés européens et ce socle élargi servira également sa croissance à l'international.



jours et en assureront la mise en œuvre qui bénéficiera par ailleurs des synergies générées par le nouvel ensemble, estimée à terme à près de 1,7 milliard d'euros par an.

Ce closing marque une étape majeure dans le développement du Groupe PSA. Le Conseil de surveillance exprime sa reconnaissance à Carlos Tavares, président du Directoire et à Jean-Baptiste de Chatillon, directeur financier, qui ont joué au sein du Directoire de Groupe PSA un

rôle-clé dans cette transaction. Parallèlement à cette opération, le rachat des opérations européennes de GM Financial est en cours, soumis à la validation de différentes instances réglementaires, et interviendra au second semestre 2017.

Carlos Tavares déclare : «Nous engageons aujourd'hui avec Opel et Vauxhall une nouvelle phase de développement du Groupe PSA. Ce projet est devenu une réalité en quelques mois seulement grâce au travail remarquable des équipes que je tiens à remercier chaleureusement. Nous saurons saisir l'opportunité de nous renforcer mutuellement et de conquérir de nouveaux clients grâce à la mise en œuvre du plan de performance qu'Opel et Vauxhall mettront en œuvre». En parallèle, la mise en œuvre du plan Push to Pass reste une priorité pour les équipes.

### Appellation du futur SUV de Seat Neuf noms dévoilés



Abrera, ou Alboran, ou Aran, ou bien encore Aranda, mais également Avila, Donosti, Tarifa, Tarraco ou Teide.

Rendez-vous à Francfort... puis au plus tard le 15 octobre

Le 1<sup>er</sup> juin dernier, Seat faisait appel aux internautes pour trouver le nom de son futur et troisième SUV, un modèle sept places attendu en 2018. Au bout de quelques jours seulement, plus de 10 000 suggestions avaient en effet été envoyées. Pour Seat s'ouvrirait alors une période de réflexion qui devait mener à la sélection des meilleurs patronymes. Depuis, quelques semaines ont passé et le temps de la réflexion est désormais achevé. Seat a presque choisi le nom de son prochain grand SUV ! Celui-ci figure dans une sélection de neuf appellations. Le modèle pourrait donc être baptisé

Pour trancher et ne ressortir que trois finalistes, le constructeur espagnol va maintenant mettre en place des «groupes de discussion qui effectueront des tests sur les différents marchés où le SUV sera commercialisé». Les trois noms élus seront ensuite communiqués le 12 septembre prochain lors de l'ouverture à la presse du Salon automobile de Francfort. La marque sollicitera de nouveau les internautes afin que ceux-ci votent jusqu'au 25 septembre pour le nom qu'ils préfèrent. La proposition qui aura récolté le plus de voix sera choisie et communiquée avant le 15 octobre.





Afghanistan

# Colère après un nouvel attentat anti-chiite à Herat

■ De nouveau frappée par un attentat meurtrier en pleine prière, la communauté chiite de Herat, la grande ville de l'ouest afghan, reproche aux autorités de l'abandonner sans protection et manifeste sa colère et son désespoir.

Par Rosa F.

Les corps des 30 victimes, fauchées vers 20h00 locales mardi par deux kamikazes dans la principale mosquée chiite de la ville, doivent être inhumés en fin d'après-midi dans un climat de tension qui risque malgré le chagrin de dégénérer en manifesta-



PH. &gt; D. R.

tion, après cette nouvelle attaque contre cette minorité religieuse en Afghanistan.

L'opération n'a toujours pas été revendiquée – mais les talibans ont rapidement fait savoir qu'ils n'étaient pas responsables.

Des heurts ont éclaté dès mardi soir devant l'hôpital et près de la mosquée, où la foule s'est jetée sur un poste de police qu'elle a incendié aux cris de «Mort au gouvernement», ont rapporté des témoins à l'AFP.

Selon le porte-parole du gouverneur provincial, Jilani Farhad, qui a communiqué hier un nouveau bilan, «trente personnes ont été tuées et 64 blessées la nuit dernière. Certains blessés sont dans un état critique, des enfants figurent parmi les morts et les blessés». D'après les récits collectés par l'AFP sur place, les assaillants ont d'abord ouvert le feu sur les fidèles, puis ont

déclenché leurs vestes explosives à l'intérieur de la mosquée, pleine en ce rassemblement traditionnel du mardi soir.

«Ils ont tiré sur la foule et lancé des grenades puis ils se sont fait exploser», a ainsi raconté Farhad Afshar. «Quand je suis arrivé sur place, la mosquée était souillée de morceaux de corps et de sang. J'ai vu une mère qui pleurait, elle cherchait ses deux enfants : elle en a découvert un, blessé dans les décombres. L'autre a été retrouvé mort dans une ambulance», poursuit ce témoin. Ali a essayé de sauver un enfant, en vain : «Il n'y avait pas assez d'ambulances, les gens utilisaient des voitures particulières pour évacuer les blessés ; j'ai voulu emmener un petit enfant à l'hôpital mais il est mort dans mes bras».

«Ils ont même tué un enfant de sept ans», rapporte Farhad Dost qui a perdu un cousin. L'homme pleure en évoquant ces victimes. Pour lui, «ce n'est pas une attaque contre les chiites mais contre tous les Afghans, contre les musulmans. Nous allons enterrer nos morts cet après-midi, mais après nous descendrons dans les rues pour demander justice», promet-il.

Il revient sur l'attaque du poste de police, la veille : «Les gens étaient en colère, ils ont mis le feu. Les policiers étaient à 100 mètres de la mosquée, ils n'ont même pas essayé d'arrêter les assaillants, ils se sont tous enfuis à la première détonation», accu-

se-t-il. Le service des urgences a été rapidement débordé par l'afflux de blessés, tandis que les proches accouraient aux nouvelles. Hier matin, les habitants continuaient de se présenter pour donner leur sang. La communauté chiite a été durement éprouvée récemment, déjà frappée à Kaboul le 24 juillet dans un de ses quartiers de prédilection par un kamikaze qui a fait 26 morts et une quarantaine de blessés. Cet attentat a été revendiqué par les talibans qui affirmaient avoir visé un bus d'agents des services de renseignement – apparemment il s'agissait d'employés du ministère des Mines. Mais le groupe État islamique a revendiqué la plupart des actions visant les chiites depuis un an, y compris dans la capitale. Dont une attaque complexe menée par quatre assaillants contre l'ambassade d'Irak à Kaboul, qui a fait deux morts parmi le personnel afghan.

L'EI, qui recule au Levant, est apparu dans l'est de Afghanistan début 2015 et progresse désormais dans le nord du pays. Dans un communiqué, le gouvernement confronté à une multiplication des opérations violentes a appelé «les Afghans et les responsables religieux à se dresser, unis, contre la barbarie des terroristes». «Les terroristes ne peuvent pas semer le sectarisme au sein de notre peuple», a ajouté le président Ashraf Ghani.

R. C.



## Points chauds

Rumeurs

Par Fouzia Mahmoudi

Les rumeurs de collusion entre Donald Trump et le pouvoir russe ne datent pas d'hier. Elles ont commencé durant la campagne présidentielle qui opposait le candidat républicain à la candidate démocrate Hillary Clinton. Mais à ce moment-là, le candidat démocrate, certain de sa victoire, n'utilise alors cet argument que pour discréditer encore un peu plus Donald Trump et non pour l'empêcher de remporter une élection imperdable. Toutefois, après la défaite surprise, le camp de la candidate malheureuse a immédiatement ressorti ces rumeurs pour expliquer son échec. Aujourd'hui, neuf mois après le scrutin l'«affaire russe» continue à faire les choux gras de la presse internationale, et la justice américaine tente tant bien que mal de trouver des preuves pour donner corps à la théorie d'une intervention de Moscou dans l'élection présidentielle américaine. Ainsi, chaque jour apporte son lot de révélations de nouveaux éléments censés prouver une entente entre Trump et le Kremlin. Donald Trump aurait donc dicté lui-même le récit hasardeux de la rencontre entre son fils et une avocate russe en pleine campagne présidentielle, au risque de se placer au cœur du scandale. Ce nouvel épisode de l'affaire russe implique cette fois directement le président américain. Les faits, révélés par le *Washington Post*, remontent au 8 juillet dernier. Les conseillers du milliardaire sont réunis, en marge du G20 en Allemagne, pour décider de l'explication que la Maison-Blanche fournira à propos de la réunion à laquelle a participé Donald Trump Jr. avec l'avocate Natalia Veselnitskaya. Ils décident de prendre les devants, avant que cette rencontre ne soit dévoilée dans la presse et de délivrer un communiqué avec la réalité des faits, pour ne pas être pris à défaut. Mais Donald Trump lui-même, à bord de l'avion présidentiel Air Force One, en décide autrement. Il dicte une version à minima des faits selon laquelle son fils aîné avait évoqué avec l'avocate, en juin 2016, un «programme d'adoption d'enfants russes». Or, l'on apprendra peu après que le fils du président américain avait tout accepté cette réunion avec Natalia Veselnitskaya car elle lui avait été présentée comme une émissaire du gouvernement russe, en possession d'informations potentiellement compromettantes sur l'adversaire de son père, Hillary Clinton. L'entrevue avait lieu dans ses bureaux de la Trump Tower, à New York, en compagnie du gendre de l'actuel président, Jared Kushner, et du directeur de sa campagne, Paul Manafort. Selon le *Post*, qui cite des sources anonymes, les conseillers du président redoutent que l'implication directe de Donald Trump puisse le mettre dans une position juridique dangereuse. Cela alors que plusieurs enquêtes, notamment celle menée par le procureur spécial Robert Mueller, s'intéressent à l'ingérence russe dans la présidentielle américaine ainsi qu'à une possible collusion entre l'équipe de campagne Trump et Moscou. Toutefois, ce n'est pas la première fois que la presse assure que des preuves «solides» ont enfin été mise à jour ; des preuves à même de couler le président républicain et de le forcer à quitter la Maison-Blanche avant la fin de son mandat.

F. M.

Afghanistan

## Attaque des talibans contre un convoi de l'Otan, des victimes

Les talibans ont mené hier une attaque à la voiture suicide contre un convoi de l'Otan près de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, faisant «des victimes», selon un porte-parole de la coalition. Un commerçant de Kandahar proche du lieu de l'attaque, Mohammad Azim, a rapporté à l'AFP avoir vu «trois corps sortis d'un blindé» de la coalition, précisant que le convoi comportait trois véhicules au total quand il a été attaqué vers midi (07h30 GMT).

«Un véhicule était en feu après l'attaque, peu après un hélicoptère s'est posé», a-t-il précisé. Cette attaque intervient dans un climat fortement dégradé par la multiplication des attentats-suicide, dont le dernier en date mardi soir à Herat (ouest) a fait 30 morts et plus de soixante blessés au cœur d'une mosquée chiite. L'opération «Résolute Support confirme l'attaque d'un convoi de l'Otan près de Kandahar. Cette attaque a fait des victimes», a indiqué dans un communiqué un porte-parole de RS, l'opération de l'Otan en Afghanistan, promettant d'autres informations «dès que possible ainsi que davantage de détails».

Mais près de trois heures après l'explosion, aucun bilan n'avait été communiqué de sur-

ce officielle. La publication des bilans peut parfois prendre des jours dans le cas de décès, le temps de contacter les proches à domicile.

Selon le porte-parole de la police provinciale, Zia Durrani, «une voiture piégée a foncé sur un convoi des forces étrangères vers midi à Daman», près de la base militaire de l'Otan à proximité de l'aéroport de Kandahar, la capitale du sud. «Nous n'avons pas d'autres détails pour le moment», a-t-il ajouté. Aucune information ne fait état de victimes civiles, selon le correspondant de l'AFP. Un porte-parole des talibans a revendiqué cette opération par texto environ deux heures plus tard. Les insurgés sont très présents dans la région de Kandahar, majoritairement pachoune, à la frontière avec le Pakistan.

Le dernier attentat en date contre les forces de l'Otan s'est produit début mai à Kaboul à une heure de grande affluence, tuant huit passants et en blessant 28 autres.

Trois soldats de la coalition avaient été blessés mais la plupart des victimes étaient des civils dans cette opération revendiquée par le groupe État islamique. Par ailleurs début juillet, un soldat américain a été

tué et deux blessés au cours d'une opération contre les talibans dans le Helmand, l'autre place-forte des insurgés dans le sud.

L'Opération Résolute Support compte plus de 13 000 hommes dont 8 400 Américains principalement déployés pour encadrer et entraîner les forces afghanes, mais 2 500 environ sont spécialement dédiés à la lutte anti-terroriste.

Le général John Nicholson qui commande l'opération a réclamé l'hiver dernier le renfort de plusieurs milliers hommes pour venir à bout de la double insurrection des talibans et de l'EI.

Aucune décision officielle n'a encore été prise malgré la visite en avril du patron du Pentagone, Jim Mattis et celle, le 4 juillet du sénateur républicain et héros de la guerre du Vietnam, John McCain.

La situation militaire en Afghanistan n'a cessé de se dégrader au cours de l'année écoulée. Et le directeur du renseignement américain, Dan Coats, a prévenu le Congrès en mai qu'elle continuerait «certainement de se détériorer tout au long de 2018», même avec des renforts des États-Unis et de leurs partenaires.



Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi

# Six pièces théâtrales pour le mois d'août

■ A l'instar des soirées artistiques que proposent les différentes salles de spectacles et les nombreux rendez-vous filmiques, le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi propose à son public, en ce mois d'août, six pièces théâtrales. Il s'agit de «Safia» de Brahim Chergui, «Elwahl» de Mohamed Belkeroui et Youcef Gouasmi, «Wafat arafika Em mayita» de Adlen Bakhouch et Fawzi Benbrahim, «Eliskafya» de Federico Garcia Lorca mise en scène par Aissa Djegati ainsi que «Hob fi khodaa» et «Al assal almor» de Larbi Meflah et Kada Chalabi.



Par Abia Selles

Alger ne propose pas seulement de la musique à sa population. Depuis le début des vacances d'été, des programmes variés sont proposés par ceux qui veillent sur le secteur de la culture. Des cycles filmiques, des soirées artistiques, des expositions d'œuvres artisanales et arts plastiques sont organisés dans les différents édifices culturels et artistiques afin d'assurer une bonne dynamique culturelle dans la capitale. Les touristes qui viennent au mois

d'août à Alger ainsi que la population de la ville sont invités à découvrir de près des troupes théâtrales qui font depuis quelque temps un travail remarquable.

Au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi, le public est invité à assister à la présentation de la pièce théâtrale «Safia» de Brahim Chergui. Ecrite et mise en scène par Brahim Chergui, «Safia», brillamment rendue au Théâtre national

Mahieddine-Bachtarzi (TNA) dresse un constat alarmant sur les méfaits de la globalisation et ses conséquences périlleuses sur le devenir des pays en voie de développement. Animé par le duo Brahim Chergui dans le rôle de Lamjed et Faiza Amel dans celui de Mennana, le spectacle, d'une durée de 75 mn, est nourri par une intrigue profonde, au contenu crypté, livrant au second degré les codes d'accès à son message.

La pièce théâtrale «Elwahl» est également à l'affiche du programme du mois d'août. Ecrite par Belkeroui Mohamed, cette pièce produite par la troupe «Malaikat El-Khachaba» d'Oran est mise en scène par Youcef Gouasmi.

Le public pourra entre autres assister à la présentation de la pièce de théâtre «Wafat arafika el mayita», écrite par Adlen Bakhouch et mise en scène par Fawzi Benbrahim. Ce dernier

prouve à chaque fois son talent en mettant en scène des pièces théâtrales de haute facture. D'ailleurs, sa participation à la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe» a été brillante. A cette occasion, ce metteur en scène a présenté le spectacle «De Massinissa à nos jours» où il a su donner un rythme captivant au spectacle. Dynamique et coloré, le spectacle qui a mobilisé un grand nombre d'artistes, un ballet et une chorale, a réussi l'alternance entre les différentes formes d'expression choisies pour captiver le spectateur et dynamiser la narration malgré un contenu historique très dense.

Les pièces théâtrales «Eliskafya» écrite par Federico Garcia Lorca et mise en scène par Aissa Djegati ainsi que «Hob fi khodaa» et «Al assal almor» de Larbi Meflah et Kada Chalabi sont aussi à l'affiche du programme de ce mois d'août.

A. S.

## Rendez-vous culturels

**Galerie d'arts Aïcha-Haddad (84, rueDidouche-Mourad, Alger)**

**Jusqu'au 4 août :**

Exposition de l'artiste peintre Mohamed Meliani intitulée «Hommage à ma mère, sourire et nature».

**Palais des raïs, Bastion 23 (Bab- El-Oued, Alger)**

**Jusqu'au 3 août :**

Exposition «Alger, la protégée d'Allah».

**Plage de Matares à Tipaza**

**Du 13 au 17 août :**

Retour de l'évènement Cinéplage.

**13 août :**

Projection des films «Le Hublot» et «Certifié Halal».

**14 août :**

Projection des longs metrages «El Maktoub» et «Papa n'zenu»

**15 août :**

Projection d'un extrait du concert musical de Aziz Sahmaoui puis du film «Les vacances de l'inspecteur Tahar»

**16 août :**

Projection des films «Papillon» et «Chroniques de mon village»

**17 août :**

Projection du «Point de fuite» et «Timgad»

**Librairie du tiers-monde (Alger-centre)**

**Samedi 5 août à 14h :**

Abdelhak Béherri signera son livre «Itinéraires, tome 1, de l'université à la politique», paru aux éditions Necib.

**Salle Cosmos de Ryad El feth**

**Jusqu'au 3 août :**

Un cycle filmique pour toutes les tranches d'âge.

## Festival de Toronto en septembre

### Le film sur le duel Borg-McEnroe en ouverture

Le film autour de la rivalité entre les deux joueurs de tennis Bjorn Borg et John McEnroe, qui a atteint son point culminant avec une finale inoubliable à Wimbledon en 1980, va être projeté en ouverture du Festival international du film de Toronto (TIFF) en septembre.

Ce match est entré dans la légende autant en raison de la personnalité tellement opposée des finalistes – le placide suédois (Borg) contre le bouillant américain (McEnroe) – que par son intensité et ses multiples retournements.

«Ce match, avec une tension poussée à son paroxysme, a changé le tennis à jamais», a estimé Piers Handing, président

du TIFF, en annonçant lundi la projection du film du Danois Janus Metz Pedersen en ouverture du festival, le 7 septembre.

Couronné de plusieurs prix pour son documentaire «Armadillo» sur des soldats danois pendant la guerre d'Afghanistan, Janus Metz Pedersen s'attaque à la fiction pour le grand écran dans un genre peu commun.

C'est l'acteur islandais Sverrir Gudnason (Wallander, Waltz for Monica) qui interprète Bjorn Borg dans ce film attendu sur les écrans à l'automne. L'Américain Shia LaBeouf («Fury», «Nymphomaniac...», «Paranoïak...») se glisse dans la peau de John McEnroe, le ten-

nisman qui a, dans la deuxième moitié des années 70, popularisé un sport habitué aux bonnes manières.

Ses colères mémorables, ses accrochages avec les arbitres ou avec son rival américain Jimmy Connors étaient à l'opposé du jeu de métronome du Suédois Bjorn Borg, dont le visage ne trahissait aucune émotion.

Présenté souvent comme la finale de l'histoire du tennis, le duel Borg-McEnroe a finalement tourné à l'avantage du Suédois mais l'Américain y a gagné une énorme popularité au terme du long suspense d'un 4<sup>e</sup> set arraché dans le jeu décisif (18-16).

L. B.

## A partir du 10 août

### Le cirque Citta Di Roma s'installe à Annaba

Après leur passage à Alger puis à Béjaïa, la troupe Citta Di Roma s'installe à Annaba pour des spectacles à apprécier en famille ou entre amis.

Pour sa première tournée en Algérie, la 3<sup>e</sup> ville que visite le

cirque n'est autre que Annaba et ce, du 10 août au 2 septembre au parking du Grand Stade.

Les prix des tickets on était réduits à 1 500 DA pour une place VIP, 1 100 DA pour une place B et 850 pour une place C

ou place Eco. Si du côté de Béjaïa – où les représentations se poursuivront jusqu'au 5 août- les séances sont à 19h et 21h30 les jeudis et vendredis, les horaires des spectacles d'Annaba n'ont pas encore été dévoilés.

## Jusqu'au 10 août courant Le cinéma est de retour à la salle Ibn Khaldoun

LES PROJECTIONS cinéma ne connaissent pas de pause estivale du côté d'Ibn Khaldoun. Elles reprendront le 1<sup>er</sup> août pour se poursuivre jusqu'au 10 du même mois. «Spiderman : Homecoming», «Transformers : The Last Knight» et les minions de «Moi, moche et méchant 3», actuellement à l'affiche au niveau de la salle Ibn Khaldoun (Alger-Centre) remplissent jusqu'au 10 août prochain au niveau de la même salle. Les cinéphiles pourront découvrir ces dernières sorties à raison de 3 à 4 séances par jour, dont une séance à 22h. Pour les anglophones et anglophiles, la séance en version originale sous-titrée, prévue habituellement le mercredi, n'aura exceptionnellement pas lieu. Pour rappel, le prix du ticket pour Spiderman est de 700 DA, celui des Transformers à 600 DA et enfin celui de «Moi, moche et méchant 3» à 500 DA. R. C.





## Coup-franc direct

Querelles mesquines

Par Mahfoud M.

Le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, et le patron de la LFP, Mahfoud Kerbadj, remettent ça et s'échangent des tirs croisés pour des raisons pour le moins mesquines. Sachant que le président de la Ligue est connu pour être partisan de l'ex-responsable de la fédération, déchu, à savoir Raouraoua, beaucoup prédisaient déjà un clash entre les deux hommes gérant les deux instances du football national. Tout le monde savait que Zetchi et Kerbadj n'allaient pas être sur la même d'onde, même si le premier responsable du secteur des sports avait tout fait pour réconcilier les deux hommes. Encore une fois, les deux responsables se «renrent dedans» pour une histoire d'absence du président de la LFP à la dernière réunion du bureau fédéral que Zetchi n'avait pas appréciée, surtout qu'il s'agissait d'aborder certaines questions relatives à la gestion du championnat professionnel qui est du ressort de la Ligue et dont le premier responsable se devait d'être présent. Il est clair qu'avec ces tirs croisés il faudra s'attendre à des couacs dans la manière de gérer le championnat, ce qui n'est pas fait pour arranger les choses d'autant plus que tout le monde sait que la saison dernière à connu un grand retard en raison de la mésentente entre les deux instances. **M. M.**

## CA Bordj Bou-Arréridj Bougherara souhaite rattraper le temps perdu

L'ENTRAÎNEUR du CA Bordj Bou-Arréridj (Ligue professionnelle 2 de football Mobilis), Lamine Bougherara, a affirmé que son club allait rattraper le retard dans la préparation avec un stage au centre d'entraînement Hammam Bourguiba en Tunisie. Dans une déclaration avant le déplacement de l'équipe en Tunisie lundi, le coach a indiqué : «Plusieurs facteurs ont fait que le volume horaire programmé lors du premier stage à Bordj Bou-Arréridj n'a pas été respecté, mais on a pu rectifier le tir et opérer des recrutements qualitatifs pour créer un groupe homogène». Et d'ajouter : «Un grand travail nous attend lors de ce deuxième stage, et un programme intense de préparation a été établi avec les assistants pour rattraper le retard», d'autant, a-t-il appuyé, que le complexe Bourguiba «dispose de

toutes les conditions nécessaires pour l'entraînement et la récupération». Le staff technique ambitionne d'investir dans ce deuxième stage de préparation entamé mardi et devant se poursuivre jusqu'au 13 août en cours pour réaliser «un bond qualitatif dans la préparation physique avant de passer à la phase de la sélection de la formation idéale pour disputer les matchs amicaux programmés», a encore souligné le coach du CABBA. La délégation du CA Bordj Bou-Arréridj qui s'est déplacée en Tunisie est composée de 38 personnes dont 27 joueurs (15 recrutés pendant la période estivale). Le CABBA s'est adjugé depuis lundi les services de l'ex-attaquant du RC Arabaâ, du CR Belouizdad et de l'ES Sétif, Adel Bougueroua, rappelle-t-on encore.

## AG électorale de la Fédération algérienne de boxe Abdeslam Draa élu nouveau président

ABDESLAM Draa a été élu président de la Fédération algérienne de boxe (FAB) pour le mandat olympique 2017-2020, lors de l'assemblée générale électorale (AGE), tenue mardi au Centre sportif de Ghermoul (Alger). Candidat unique au poste de président, Abdeslam Draa, représentant de la ligue de Constantine et 1<sup>er</sup> vice-président de la FAB, a obtenu 36 voix contre huit et deux bulletins nuls. Les travaux de l'assemblée générale électorale (AGE) se sont déroulés en présence de 46 membres de droit sur les 53 que compte l'AG de la FAB (28 ligues, huit meilleurs clubs classés et 10 membres du bureau fédéral), en présence du représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports, Sid Ahmed Amrouni. «Conscient des enjeux et des défis qui attendent la boxe algérienne dans les quatre prochaines années, avec notamment le déroulement des Jeux olympiques de Tokyo 2020 et les Jeux méditerranéens de 2021 à Oran, j'appelle l'ensemble des acteurs à la sérénité pour redonner à cette discipline son lustre d'antan et travailler la main dans la main pour son développement», a déclaré Abdeslam Draa à l'issue de son élection à la tête de la FAB. Pour le nouveau président de la FAB, «un travail de longue haleine attend le bureau fédéral afin de propulser la disci-

pline à un niveau supérieur, tout en mettant en valeur le travail fait par les entraîneurs qui doivent être récompensés». «Certes, notre mission est difficile, mais nous devons dépasser toutes nos divergences afin de rassembler la famille de la boxe, cette discipline qui a tant donné à l'Algérie tant sur le plan mondial qu'olympique», a-t-il dit. Pour ce faire, Abdeslam Draa compte organiser un collège technique national dans les prochains jours afin de débattre sur les voies et moyens pouvant améliorer les lacunes dont souffre la discipline et donner une nouvelle dynamique aux pratiquants de la boxe. «Nous allons former une sélection nationale digne de représenter l'Algérie dans les prochains rendez-vous internationaux, mais cela doit passer d'abord par l'organisation d'un collège technique national, en présence de tous les acteurs de la discipline», a ajouté Abdeslam Draa. Concernant l'avenir du staff technique national, composé de Brahim Bedjaoui et Ahmed Dine, le nouveau patron de la FAB s'est dit «très satisfait du travail accompli par les deux entraîneurs qui ont pris le relais dans des moments difficiles, en attendant de voir clair avec l'installation d'une direction technique nationale (DTN)».

## Ligue 1 Mobilis 2017-2018 Les joueurs étrangers en force

■ Il y a une année, la FAF avait interdit le recrutement de joueurs étrangers pour soi-disant des problèmes de trésorerie, sachant que certains clubs ne les prenaient pas en charge et se dérobaient de leurs responsabilités à leur égard. Aujourd'hui, on assiste à leur retour en force cette saison.

Par Mahfoud M.

Assini, il faut savoir que huit clubs pensionnaires de la Ligue 1 Mobilis de football ont profité de la levée de l'interdiction de recrutement de joueurs étrangers pour étoffer leurs effectifs en vue de la saison 2017-2018, dont le début est prévu les 25 et 26 août. Au dernier jour de la période des transferts d'été, quatre joueurs étrangers ont finalisé leur engagement avec des clubs de l'élite. Le milieu défensif malien, Somaïla Sidibé (ex-MO Béjaïa), s'est engagé pour trois ans avec l'USM Alger, alors que le milieu de terrain malgache Ibrahim Amada (ex-ES Sétif) a rejoint le MC Alger pour deux saisons. Le club algérois, qui aura rendez-vous en septembre prochain avec les quarts de finale de la Coupe de la Confédération africaine (CAF) face aux Tunisiens du Club Africain, a également attiré dans ses filets l'attaquant nigérian Imenger Barnabas (ex-Kano Pillars). Le nouveau promu, l'US Biskra, a engagé deux internationaux mauritaniens, le milieu de

terrain Abdoulaye Sy et l'attaquant Boubacar Beiguly. La JS Kabylie, connue depuis toujours pour son penchant pour les joueurs étrangers, n'a pas dérogé à la règle en engageant les services de l'attaquant camerounais Steve Ekedî, alors que l'ES Sétif, championne en titre, a assuré la signature du latéral droit gabonais Franck Obambou pour trois saisons. La Paradou AC, l'un des promus parmi l'élite, a, une fois encore, recruté le jeune défenseur malien Mohamed Sangaré, prêté une saison par l'Académie JMG de Bamako. Le CS Constantine, qui aspire jouer le rôle d'outsider la saison prochaine, a consommé ses deux licences réservées aux joueurs étrangers en engageant le milieu de terrain burkinabè Ousmane Sylla Jr et l'attaquant malien Mokhtar Mohamed Cissé. Le DRB Tadjenanet a bénéficié d'un prêt d'une saison des services de l'attaquant malien Doci



Kajou. Le Mali, avec quatre joueurs recrutés, a été le pays le plus présent lors du mercato estival, clôturé dans la nuit de lundi à mardi, suivi de la Mauritanie (2 joueurs), du Nigeria (1 joueur), du Gabon (1 joueur), du Burkina Faso (1 joueur), de Madagascar (1 joueur) et du Cameroun (1 joueur). Décidée depuis une année et demie par l'ancien président de la Fédération algérienne de football (FAF) Mohamed Raouraoua, l'interdiction de recrutement de joueurs étrangers a été levée avec l'arrivée du nouveau président de l'instance fédérale, Kheireddine Zetchi. **M. M.**

## FC Rennes

## M'bolhi risque d'être relégué à la troisième position

Le Stade Rennais (Ligue 1 française de football) est à la recherche d'un nouveau gardien de but pour suppléer le portier N.1, le Sénégalais Abdoulaye Diallo, ce qui pourrait conduire le portier international algérien Rais M'bolhi à être relégué en 3<sup>e</sup>

position, rapportent mardi des médias locaux. Le Stade Rennais, dirigé par l'ancien sélectionneur national Christian Gourcuff, aurait ciblé deux gardiens de but : le Français Alphonse Aréola (Paris SG) et l'international tchèque Tomas Koubec (24 ans), actuellement au Slavia Prague. M'bolhi, qui espérait se hisser au statut de portier N.1 du club breton après avoir passé sur le banc de touche ses six premiers mois à Rennes, est indisponible depuis pratiquement le début de la préparation d'intersaison. Il sera ainsi contraint de poursuivre ses soins au niveau du centre d'en-

traînement de son équipe, précise encore la même source. Le gardien de but de 31 ans avait rejoint Rennes en janvier dernier en provenance d'Antalyaspor (Div. 1, Turquie), mais il n'a participé à aucun match officiel, aussi bien avec son ancien club que le nouveau, tout au long de l'exercice passé. Ses seules apparitions étaient sous les couleurs de la sélection algérienne lors de la Coupe d'Afrique des nations, au début de cette année au Gabon, et dernièrement à Blida contre la Guinée en amical (2-1) et le Togo (1-0) en qualifications de la CAN-2019.

## ACNOA

## Berraf nommé président de la commission d'éthique

Le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha Berraf, a été désigné par ses pairs à la tête de la commission d'éthique de l'Association des comités nationaux olympiques africains (Acnoa), lors de la 52<sup>e</sup> session ordinaire de l'instance continentale (31 juillet - 3 août) qui se tient à Abuja (Nigeria). Berraf (63 ans) a été réélu premier vice-

président de l'Acnoa pour la 5<sup>e</sup> fois, à l'occasion des travaux de la 17<sup>e</sup> Assemblée générale de cette instance tenue entre le 9 et le 11 mai à Djibouti. Ancien basketteur international, Berraf avait été réélu le 27 mai président du COA pour un nouveau mandat olympique (2017-2020) après avoir récolté 80 voix, loin devant son seul concurrent au poste, Abdelhakim Dib (45 voix).

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Accidents de la circulation

## Plus de 1 600 décès durant le premier semestre

PLUS de 1 600 personnes ont péri dans 12 358 accidents de la circulation survenus durant le premier semestre de l'année 2017, a indiqué, hier à Alger, le directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière (Cnpsr), Ahmed Nait El-Hocine. «1 695 personnes ont perdu la vie sur nos routes au cours de ce semestre de l'année 2017, contre 1 919 durant la même période de l'année 2016. On enregistre une diminution de 11,67%», a précisé le responsable, lors d'une conférence de presse. Cette baisse de la mortalité routière durant ce semestre a épargné 224 vies par rapport à la même période de l'année passée, a souligné le directeur du Cnpsr, ajoutant que le nombre d'accidents enregistrés de janvier à juillet était de 12 358 contre 14 238 durant la même période de l'année écoulée. Cette chute du nombre d'accidents de la route est estimée à 1,83% au niveau des zones urbaines, soit 143 d'accidents en moins et 26,95% au niveau des zones rurales, soit 1 737 accidents en moins. Il a rappelé, à l'occasion, que malgré cette baisse de la mortalité, une augmentation est observée au cours du mois de mars durant lequel plusieurs accidents tragiques ont été enregistrés, notamment dans les wilayas de Ghardaïa, El oued et Tiaret qui ont engendré 23 décès. Pour ce qui est des blessés, M. Nait El-Hocine a souligné que ces accidents ont causé des blessures à 17 715 personnes contre 21 290 entre janvier et juillet 2016, soit 3 575 de

moins, notant que la meilleure baisse est constatée entre janvier et février 2017, une période qui a connu, selon lui, une réduction du nombre d'accidents. Par ailleurs, le même responsable a relevé que les véhicules légers sont impliqués dans 72,91% des accidents de la circulation durant cette période, soit 14,03% de moins, tandis que les véhicules lourds sont donnés pour être à l'origine de 7,81% des accidents, soit 24,79% de moins. A noter également que les motocycles qui représentent 50 842, soit 0,57% du parc automobile, sont signalés dans 12,02% des accidents, soit une augmentation de 0,81%. Quant aux véhicules de transport de voyageurs, ces derniers sont impliqués dans 2,98% des accidents entre janvier et juillet, soit 2,90% en moins. Le directeur du Cnpsr a tenu à souligner que les jeunes conducteurs sont sur-représentés dans les accidents survenus au titre du premier semestre 2017, puisque la tranche d'âge comprise entre 18 et 29 ans a été impliquée dans 4 482 accidents, soit 36,27% du nombre global des sinistres routiers. Il a rappelé que les conducteurs titulaires d'un permis de conduire de moins de 5 ans représentent la moitié des conducteurs impliqués, soit 49,53%. Selon lui, cet état de fait peut être expliqué, en grande partie, par le faible apprentissage à la conduite. Les chauffeurs professionnels ont été impliqués dans 1 985 accidents durant cette période.

May H.

## Secteur de l'information

### Kaouane aborde avec l'ambassadeur d'Espagne les perspectives de coopération

LES PERSPECTIVES de la coopération dans le secteur de l'information et de la communication ont été au menu de l'entretien qui a eu lieu, hier à Alger, entre le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, et l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, Santiago Cabanas. L'entretien a été l'occasion d'aborder «les relations bilatérales et de coopération entre les deux pays et d'envisager, à l'aune de leur excellence, des perspectives autrement plus engageantes en matière d'échanges multisectoriels, tout particulièrement dans le secteur de l'information et de la communication», indique un communiqué du ministère de la Communication. M. Kaouane a souligné, à ce titre, la présence d'un bureau permanent de l'APS à Madrid et émis le vœu de voir ouvrir un bureau de l'agence espagnole EFE à Alger, ce qui contribuerait, a-t-il relevé, à une «intensification constructive» de la circulation entre les deux pays. Une situation que M. Cabanas a expliqué du fait d'«arbitrages strictement écono-

miques de la part d'EFE, mais qui pourrait être revue à la faveur de l'amélioration globale de la situation économique et budgétaire». Il a rappelé, par ailleurs, l'existence de deux instituts Cervantes à Alger et Oran, qui «témoignent d'une grande volonté d'échange et de coopération». Le dossier des interférences radioélectriques entre l'Algérie et l'Espagne a suscité le même intérêt lors de cette audience, au cours de laquelle M. Kaouane «a insisté sur la nécessité de prendre en charge ce problème», précisant que les diffuseurs espagnols «doivent prendre les mesures nécessaires pour être en conformité avec la réglementation de l'Union internationale des télécommunications (UIT)». Prenant acte de cette situation, l'ambassadeur d'Espagne «a exprimé son adhésion à la nécessité de voir aboutir un tel dossier dans le respect de la réglementation internationale et au nom des liens forts d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays», conclut le communi-

R. T./APS

## LE DINAR ALGÉRIEN PERD SA VALEUR



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

## Deux affaires d'incitation de mineures à la prostitution élucidées

■ Six individus ont été interpellés par les éléments de la brigade de la protection de l'enfance de la Sûreté de la wilaya de Tizi Ouzou, dans le cadre de deux affaires liées au détournement et l'incitation de mineures à la débauche, a indiqué, hier, la cellule de communication du même corps de sécurité dans un communiqué.

Par Hamid M.

La première affaire a consisté en l'arrestation de trois personnes, dont une femme, natifs d'Alger et de Boumerdès, impliqués dans le détournement et l'incitation à la débauche et à la prostitution d'une fille âgée d'à peine 18 ans

habitant à Alger et qui était portée disparue par sa famille. S'agissant de la seconde affaire, selon la même source, une mineure, originaire de Sétif, a été victime des agissements de trois autres personnes, issues des wilayas de Sétif et de Tizi Ouzou, visant à l'entraîner à la débauche et à la prostitution.

Les mis en cause ont été présentés devant le parquet de Tizi Ouzou dimanche dernier, qui a placé 5 d'entre eux sous mandat dépôt alors que la femme, mise en cause dans l'une de ces deux affaires, a été condamnée à six mois de prison avec sursis.

H. M.

## Maroc/Hirak du Rif/«Santé d'un détenu en grève de la faim»

### Des associations expriment leur inquiétude

Des associations des droits de l'Homme ont exprimé leur inquiétude sur «l'état de santé» d'un détenu membre du mouvement de contestation (Hirak) dans la région marocaine du Rif, «hospitalisé depuis lundi un mois après avoir entamé une grève de la faim», ont rapporté les médias. L'état de santé de Rabii Elablaq «n'a cessé de se détériorer depuis qu'il est en grève de la faim», a déclaré Rachid Benali, coordinateur du Comité de défense des détenus d'Al-Hoceïma, cité par les médias. Al-Hoceïma est l'épicentre du «Hirak», nom donné au mouvement de contestation qui secoue la région septentrionale

du Rif dans le nord du Maroc depuis dix mois. M. Elablaq était incarcéré depuis fin juin à la prison Oukacha, à Casablanca, pour avoir participé aux manifestations pacifiques dans sa ville d'Al-Hoceïma réclamant le développement de la région du Rif. Ce militant de 34 ans avait immédiatement entamé une grève de la faim pour réclamer sa libération. Plusieurs dizaines de personnes, dont des membres de l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH) et des avocats de la défense ont tenu un sit-in mardi devant l'hôpital à Casablanca, pour dénoncer l'arrestation «arbitraire» de Rabii Elablaq, tirer la sonnette

d'alarme sur son état de santé et demander sa libération et celle des autres détenus du mouvement. La défense et les proches du militant ont essayé à maintes reprises de le convaincre de mettre un terme à sa grève de la faim, mais il était déterminé à aller jusqu'au bout, a affirmé Abdessadek El Bouchtaoui, autre avocat et membre du Comité de défense des détenus. Lundi, le tribunal d'Al-Hoceïma a, selon les médias, prononcé des peines de quatre mois à un an de prison pour 16 personnes ayant participé à une manifestation interdite et violemment dispersée par les autorités, le 20 juillet à Al-Hoceïma.

L. K.